

## TABLEAU DE BORD DE L'ECONOMIE AU 2<sup>ème</sup> TRIMESTRE 2019 :

### Dégradation de la conjoncture pour une proportion de plus en plus élevée d'entreprises

Ce document intitulé Tableau de Bord Trimestriel de l'Economie publié par le GICAM présente la tonalité des activités économiques au 2<sup>ème</sup> trimestre 2019, reflétée par les opinions exprimées par les chefs d'entreprises sur l'évolution de l'activité dans leurs entreprises respectives. Il présente aussi une vue des anticipations de ces derniers sur le troisième trimestre 2019. Les indicateurs de mesure sont de deux ordres : la tendance de l'activité au cours de la période sous revue et de celle suivante, et une évaluation de l'environnement interne et externe de l'entreprise.

Aussi, les chefs d'entreprises sont aussi amenés à se prononcer sur d'autres indicateurs et à exprimer leurs attentes et propositions d'amélioration. En termes d'analyse, il s'agit de faire des comparaisons avec les tendances observées lors du trimestre précédent.

### 1 Tonalité des activités au 2<sup>ème</sup> trimestre 2019 : Ralentissement continu et généralisé des activités

Au cours du deuxième trimestre 2019, une grande partie des chefs d'entreprises interrogés indiquent avoir observé une baisse de leurs chiffres d'affaires par rapport au trimestre précédent. En effet, au cours du 2T19, **65%** des chefs d'entreprises ont observé, soit une stagnation, soit un ralentissement de leurs activités. Dans un profil temporel, on observe que la proportion des répondants qui se sont prononcés pour une baisse observée

dans leurs activités est de plus en plus importante depuis le 4<sup>ème</sup> trimestre 2018. Elle est passée de **18%** au 4T18 à **32%** au 1<sup>er</sup> trimestre 2019 pour se situer à **40%** au 2<sup>ème</sup> trimestre 2019.

Les opinions concernant l'évolution des stocks sont plutôt équilibrées avec cependant une légère prépondérance à la stabilité. Il en est presque de même pour les investissements et pour l'endettement.

	Hausse	Stable	Baisse	ND	Total
Tendance du Chiffre d'Affaires	32,73% ▼	25,45% ↗	40,00% ↗	1,82%	100%
Tendance des stocks (de Matières premières et de produits finis)	21,82% ▼	25,45% ▼	29,09% ↗	23,64%	100%
Tendance de l'endettement	34,55% ↗	38,18% ▼	16,36% ↗	10,91%	100%
Tendance de la trésorerie	27,27% ↗	25,45% ▼	43,64% ↗	3,64%	100%
Tendance des investissements	27,27% ▼	32,73% ↗	30,91% ▼	9,09%	100%
Tendance de la pression fiscale	41,82% ▼	47,27% ↗	9,09% ↗	1,82%	100%
Tendance des effectifs	12,73% ▼	61,82% ↗	21,82% ↗	3,64%	100%

▼ = Indique une proportion en baisse par rapport à celle du trimestre précédent

↗ = Indique une proportion en hausse par rapport à celle du trimestre précédent

→ = Indique une proportion identique à celle observée le trimestre précédent

La dégradation de la trésorerie des entreprises concerne désormais près de

la moitié des chefs d'entreprises. Cette proportion poursuit également sa hausse depuis 3 trimestres, si l'on s'en tient au taux de **43%** enregistré ce trimestre contre 42% au 1<sup>er</sup> trimestre et 38% deux trimestres en arrière.

La perception d'une fiscalité au caractère contraignant s'est un tout petit peu desserrée avec seulement **41,8%** contre **60%** de chefs d'entreprises qui indiquent avoir subi une pression fiscale plus forte que celle observée au 1<sup>er</sup> trimestre. Il y a lieu de penser que les chefs d'entreprises ont quelque peu digéré les nouvelles mesures contenues dans la loi de finances 2019. Il reste cependant constant que pour plus de 9 chefs d'entreprises sur 10, la pression fiscale est soit en hausse soit stable.

Au regard des sept indicateurs qui figurent en entrée du tableau ci-dessus on note une conjoncture générale défavorable. La proportion des répondants qui perçoivent une dégradation de la situation est en nette augmentation depuis 3 trimestres pour la plupart de ces facteurs. Ce qui dénote d'une récession perceptible de l'activité économique de manière générale.

Ainsi, davantage d'entreprises ont maintenu inchangé le volume de leurs effectifs **61,82%** contre (57,5%) au trimestre 1. En outre, une proportion plus importante de chefs d'entreprises a annoncé avoir eu à réduire les effectifs (21,82%) par rapport à celle observée au trimestre précédent (17,5%).

Les chefs d'entreprises relèvent plusieurs autres facteurs exogènes qui ont contribué à plomber leurs activités au cours du 2<sup>ème</sup> trimestre 2019. Entre autres :

- les contraintes induites par la nouvelle réglementation de change de la CEMAC ;
- la baisse de la valeur imposable à l'importation de certains produits pourtant fabriqués localement ; ce qui renchérit la concurrence pour les fabricants locaux ;
- l'insécurité dans la région de l'Extrême-Nord ;
- le sempiternel problème des délais de paiements,
- l'absence de lisibilité sur certains projets d'investissement, notamment les difficultés d'accès aux informations financières les concernant ;
- l'exonération de droits de douanes sur certaines importations à l'instar de l'huile de palme ;
- la concurrence déloyale du secteur informel ;
- etc.

Toutefois, quelques opportunités se sont avérées exploitables par les chefs d'entreprises, notamment : la relative baisse de la pression fiscale observée dans certaines conditions et une certaine ouverture faite par les cabinets et prestataires de services et conseils. Il s'agit davantage du professionnalisme des prestataires dont ont bénéficié certaines entreprises dans leurs contrats avec les conseils, cabinets et d'autres prestataires de services intellectuels.

## 2 Tendances anticipées pour le 3<sup>ème</sup> trimestre 2019 : risque de morosité économique au 3<sup>ème</sup> trimestre

La tendance à la morosité se confirme, même par anticipation pour le 3<sup>ème</sup>

trimestre. En effet pour une proportion importante des entreprises (**32,7%**),

l'opinion sur les perspectives en termes d'évolution du chiffre d'affaires est défavorable. La tendance baissière se confirme avec plus de **27%** qui envisagent une baisse continue de leurs chiffres d'affaires.

L'apparent regain d'activités observé au 1<sup>er</sup> trimestre se serait traduit par un épuisement continu des stocks et l'assèchement de la trésorerie est anticipé par **38%** des chefs d'entreprises. Il pourrait en découler un recours plus marqué à l'endettement. De fait, **69%** des interviewés anticipent une hausse ou un maintien du niveau de leurs recours aux crédits.

Au cours du 3<sup>ème</sup> trimestre, même si la majorité des chefs d'entreprises n'anticipent pas une pression fiscale plus forte ; quatre sur dix restent tout de même inquiets.

Les opinions sur les projections en termes d'investissements et de recrutements pâtissent de cette crainte de voir le chiffre d'affaires baisser davantage avec encore un peu plus d'endettement. Un nombre de moins en moins élevés chefs d'entreprises projettent d'améliorer leurs investissements et moins d'un dixième (**7% contre 20% au trimestre 2**) pensent procéder à des recrutements pour accroître leurs effectifs.

Tendance anticipée	Hausse	Stable	Baisse	Nc	Total
Tendance du Chiffre d'Affaires	32,73% ▼	34,55% ↗	27,27% ↗	5,45%	100,00%
Tendance des stocks	14,55% ▼	41,82% ↗	20,00% ▼	23,64%	100,00%
Tendance de l'endettement	21,82% ▼	47,27% ↗	20,00% ↗	10,91%	100,00%
Tendance de la trésorerie	21,82% ↗	32,73% ↗	38,18% ▼	7,27%	100,00%
Tendance des investissements	14,55% ▼	47,27% ↗	29,09% ▼	9,09%	100,00%
Tendance de la pression fiscale	38,18% ▼	50,91% ↗	5,45% ↗	5,45%	100,00%
Tendance des effectifs	7,27% ▼	65,45% ↗	21,82% ↗	5,45%	100,00%

▼ = Indique une proportion en baisse par rapport à celle du trimestre précédent

↗ = Indique une proportion en hausse par rapport à celle du trimestre précédent

→ = Indique une proportion identique à celle observée le trimestre précédent

### 3 Faiblesses et menaces relatives à l'environnement : les difficultés d'accès aux devises au cœur des entraves à l'économie

Selon la perception des chefs d'entreprises interrogés, l'environnement économique continue d'être impacté négativement par un certain nombre de facteurs récurrents. Treize paramètres ont été retenus pour évaluer le poids des faiblesses internes aux entreprises, ou des menaces relatives à l'environnement externe des affaires.

Parmi ces 13 paramètres, les difficultés d'accès aux devises, l'insécurité dans les régions du Sud-Ouest et l'Idue Nord-Ouest, les tracasseries administratives, les retards de paiements sont ceux qui ont constitué dans l'ordre, aux yeux des chefs d'entreprises, les menaces ou les faiblesses les plus sérieuses pour les entreprises.

(i) Il ressort ainsi dans le tableau ci-dessous que les opinions se sont

exprimées à plus **81%** pour désigner **les difficultés d'accès aux devises** comme principal problème ayant entravé les activités économiques au cours du 2<sup>ème</sup> trimestre contre 80% au trimestre précédent. La proportion des chefs d'entreprises pour lesquels ce facteur a constitué une entrave TRES IMPORTANTE est quasiment le même pendant les deux derniers trimestres.

Les chefs d'entreprises souhaitent, entre autres, une période moratoire pour permettre aux acteurs de s'approprier véritablement les procédures nouvelles prescrites par la BEAC. Elles expriment

également un plus grand besoin informations sur les procédures et les exigences auxquelles elles doivent désormais se plier.

(ii) Viennent ensuite les difficultés liées à **l'insécurité dans les deux régions du Sud-Ouest et du Nord-Ouest**. Ici **49%** des opinions exprimées indiquent cette entrave comme étant Très importante, contre 60% exprimées au 1<sup>er</sup> trimestre. Ici on note une baisse de la proportion mais **31%** des opinions exprimées indiquent que cette préoccupation demeure Importante.

Faiblesses et menaces	Très important	Important	Peu important	Sans Avis	Total
Insuffisance de la demande	21,82% ↓	30,91% ↗	40,00% ↓	7,27%	100%
Insuffisance des capacités (équipements, matériels, ...)	9,09% ↗	21,82% ↗	60,00% ↗	9,09%	100%
Insuffisance du personnel qualifié que vous avez des difficultés à accroître	10,91% ↗	10,91% ↓	70,91% ↗	7,27%	100%
Difficultés d'accès aux financements	25,45% ↓	32,73% ↓	32,73% ↓	9,09%	100%
Difficultés d'approvisionnement	27,27% ↓	27,27% ↓	30,91% ↗	14,55%	100%
Insuffisance d'énergie électrique et des autres infrastructures	23,64% ↓	23,64% ↓	43,64% ↗	9,09%	100%
Concurrence déloyale	43,64% ↓	29,09% ↗	18,18% ↓	9,09%	100%
Tracasseries administratives	41,82% ↓	41,82% ↓	9,09% ↗	7,27%	100%
Retard de paiement (délais de paiement, décomptes des marchés, crédits de TVA)	45,45% ↓	27,27% ↓	14,55% ↓	12,73%	100%
Difficultés d'accès aux devises	72,73% ↗	9,09% ↓	7,27% ↗	10,91%	100%
Insécurité dans les régions du SW et NW	49,09% ↓	30,91% ↗	16,36% ↓	3,64%	100%
Nouvelles dispositions de la LDF 2019	27,27% ↓	41,82% ↗	21,82% ↓	9,09%	100%
retrait de l'organisation de la CAN 2019	25,45% ↓	29,09% ↓	38,18% ↗	7,27%	100%

↓ = Indique une proportion en baisse par rapport à celle du trimestre précédent

↗ = Indique une proportion en hausse par rapport à celle du trimestre précédent

→ = Indique une proportion identique à celle observée le trimestre précédent

iii) En termes d'importance, la troisième entrave au développement des affaires au cours du trimestre concerne **les tracasseries administratives**. Au total, plus de **80%** des chefs d'entreprises estiment que les procédures et les actions des administrations sont un frein pour leur déploiement de manière Importante ou Très importante. Ces deux modalités sont à égalité de **41,5%** de l'échantillon interrogé ; proportion du reste demeurée constante dans

l'intervalle des deux trimestres (42% au 1<sup>er</sup> trimestre).

(iv) d'autres contraintes non négligeables exprimées par les chefs d'entreprises sont, entre autres, sont le retard des paiements, les difficultés d'accès aux financements et la concurrence déloyale. Dans ce palier, le sempiternel problème de retard de paiement a été un frein pour plus de **70%** contre 85% au trimestre 1.

Par ailleurs, certains entraves semblent avoir eu un impact peu important sur les activités des entreprises notamment l'insuffisance du personnel qualifié (**71%**) et l'insuffisance des capacités productives (**60%**) et dans une moindre mesure l'insuffisance de la demande 40%. Ce qui du reste est relativement la même proportion au cours du premier trimestre.

Autrement dit, les entreprises souffriraient davantage d'une sous utilisation de leurs capacités de production et parviendraient assez bien à assurer leurs besoins en termes de recrutements.

D'autres préoccupations ont été évoquées par les chefs d'entreprises telles que la réglementation sur les importations et notamment celle concernant certains produits alimentaires. Il s'agit notamment de l'introduction des valeurs de référence à l'importation et/ou l'exonération de taxes et droits de douane sur certains produits mettent à mal l'activité des unités locales. Sont également relevés, le phénomène BokoHaram dont l'impact est toujours visible sur certaines activités et les difficultés d'accès aux informations financières de certains projets d'investissements publics.

#### 4 Forces et opportunités : La disponibilité des facteurs de production conforte les chefs d'entreprises

Cette édition du tableau de bord a interrogé les chefs d'entreprises sur le poids de cinq facteurs dans les performances réalisées par leurs unités de production. Cette section indique ainsi les pourcentages des opinions exprimées en termes forces internes à l'entreprise et les opportunités offertes par l'environnement externe à l'entreprise. Contrairement aux trimestres précédents, un cinquième facteur a été rajouté dans l'analyse à savoir la hausse du pouvoir d'achat des consommateurs.

Ainsi, au cours du 2<sup>ème</sup> trimestre 2019, il apparaît, selon les opinions exprimées par les chefs d'entreprises, que les

performances obtenues tiennent davantage à l'exécution de certaines commandes existantes et à une relative l'amélioration de l'environnement des affaires.

En effet, davantage de chefs d'entreprise pensent que l'influence des opportunités de marché est en hausse avec une proportion **32,73%** contre 25% au 1<sup>er</sup> trimestre. Par ailleurs, l'accessibilité aux coûts des matières est relativement constante au 2<sup>ème</sup> trimestre pour **47%**.

Il ressort une relative embellie quant à l'accès à la plupart des facteurs de production, malgré les difficultés rencontrées.

FORCES / OPPORTUNITES	Très important	Important	Peu important	Sans avis	TOTAL
Hausse des commandes / opportunités de marchés	<b>32,73%</b> ↗	29,09%↗	<b>25,45%</b> ↘	12,73%	100%
Hausse du pouvoir d'achat des consommateurs	<b>21,82%</b>	20,00%	<b>43,64%</b>	14,55%	100%
Accessibilité et coût des matières	<b>18,18%</b> ↗	29,09%↘	38,18%↗	14,55%	100%
facteurs de production	14,55%↘	27,27%↘	<b>43,64%</b> ↘	14,55%	100%
Amélioration de l'environnement des affaires	<b>29,09%</b> ↗	25,45%↘	32,73%↘	12,73%	100%

↘ = Indique une proportion en baisse par rapport à celle du trimestre précédent

↗ = Indique une proportion en hausse par rapport à celle du trimestre précédent

→ = Indique une proportion identique à celle observée le trimestre précédent

Malgré les difficultés d'accès aux devises qui ont continué à plomber l'activité des entreprises, plus de la moitié des chefs d'entreprises interrogés **(54,5%)** indiquent avoir pu compter sur des réformes d'amélioration du climat des affaires de manière très importante ou importante. Cette proportion est demeurée constante par rapport à celle observée au trimestre précédent (52,5%), preuve que certaines dispositions de la loi de finances 2019 sont de plus en plus maîtrisées et appliquées.

Les entreprises sollicitent en outre un suivi des performances de l'entreprise par l'administration fiscale, un délai raisonnable pour l'obtention des bons et lettres commandes, à travers la digitalisation des procédures administratives.

S'agissant du pouvoir d'achat des consommateurs, les opinions indiquent dans une grande proportion **(43,64%)** qu'une éventuelle hausse a un impact peu important. Autrement dit, l'élasticité revenu de la consommation de plupart des leurs produits reste faible.

Par ailleurs, d'autres préoccupations subsistent. Les chefs d'entreprises souhaitent par entre autres, la consécration définitive de l'exonération de la TVA sur les contrats d'assurances vie et d'assurance maladie, une meilleure politique de transferts envers les réassureurs étrangers, la mise à niveau des infrastructures routières, de télécommunications et énergétiques, le règlement de la dette intérieure, l'accélération de la réforme du système financier.